

Economie japonaise : fin du « miracle » ou renouveau ?

La brutale hausse de la parité yen/dollar déclenchée au lendemain de la réunion du groupe des Cinq en septembre 1985 (+56 %, acquis pour l'essentiel dès septembre 1986) pose de graves problèmes d'ajustements. Des indicateurs sont passés au rouge tour à tour : croissance négative du PNB au cours du premier trimestre 1986, baisse des exportations en volume, contraction de la production industrielle, chute du profit des entreprises manufacturières et recul de leurs investissements. Le modèle japonais toucherait-il à sa fin ?

L'appréciation du yen s'est traduite par une décélération marquée de la croissance économique. Proche de 4 % au début de la décennie, cette dernière est tombée à 2,2 % en 1986⁽¹⁾, l'affaiblissement du solde extérieur n'ayant pas été compensé par la stimulation de certains postes de demande intérieure (tableau 1).

1
**La hausse rapide
du yen
freine la croissance...**

TABEAU 1
Contribution à la croissance
économique japonaise

(Taux de croissance annuel en % du PNB)	Moyenne 1981-1985	1986	1987
Consommation privée	1,6	2,1	2,0
Investissements privés non résidentiels	1,2	0,8	0,7
Solde extérieur	1,0	-2,3	-1,4
Logements	-0,1	0,6	0,3
Investissements publics	-0,2	0,5	0,5
Divers	0,3	0,5	0,2
Total PNB	3,8	2,2	2,3

Sources : Agence de planification économique. Nomura Research Institute.
(Remarque : Années fiscales).

Si les exportations nippones progressent en valeur et contribuent au gonflement de l'excédent commercial, elles reculent néanmoins de 6 % en volume⁽²⁾. D'après une étude récente⁽³⁾, la baisse des revenus d'exportation en yens atteindra 30,7 % dans l'électronique grand public et l'électroménager, 4,7 % dans l'automobile, 1,9 % dans les composants électroniques... Ces résultats sont liés à la forte dépendance du commerce extérieur japonais envers la zone dollar⁽⁴⁾. Ils auraient été bien différents si les exportations japonaises s'étaient dirigées plus massivement vers l'Europe. En effet, le yen ne s'est apprécié que de 5 % par rapport à l'écu sur la période du 20 septembre 1985 au 20 février 1987. Ainsi les produits japonais restent compétitifs en Europe.

Par ailleurs, le volume des importations japonaises progresse (4 % en 1986). Mis à part l'accroissement brusque du poste « or non monétaire » provenant d'achats effectués à titre exceptionnel⁽⁵⁾, deux autres postes y ont contribué : les produits agricoles et, dans une plus faible mesure, les produits manufacturés. La progression de l'habillement, des machines, des produits chimiques, de l'acier et de l'automobile est à noter.

Les investissements manufacturiers marquent le pas (-8 % en 1986) sous l'influence de la baisse des profits enregistrés par les entreprises (-7 %) et des perspectives moroses d'exportation. Le secteur non manufacturier, tourné vers le marché domestique, bénéficie au contraire de l'amélioration des termes de

(1) Il s'agit des années fiscales. Celles-ci s'achèvent fin mars de l'année calendaire suivante.

(2) Estimation de l'Agence de planification économique pour l'année fiscale 1986.

(3) *Fuji Bank Bulletin*, nov. déc. 1986.

(4) La zone dollar comprend l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les NPI d'Asie. Elle absorbait 67 % des exportations japonaises en 1985.

(5) Les achats d'or non monétaire ont été destinés à la fabrication de pièces commémoratives en l'honneur des 60 ans de règne de l'empereur Hirohito. Au cours de la période avril-juin 1986, ceux-ci ont représenté 9,6 % des importations en valeur.

2 ... mais elle accélère les restructurations

l'échange et augmente ses profits de 6 % par rapport à 1985. Encouragé par ses performances, il met en place d'ambitieux projets d'investissements (augmentation de 15,2 % des investissements). Cette disparité entre la situation du secteur secondaire et celle du secteur tertiaire traduit les profondes mutations qui s'effectuent au sein de la structure économique japonaise.

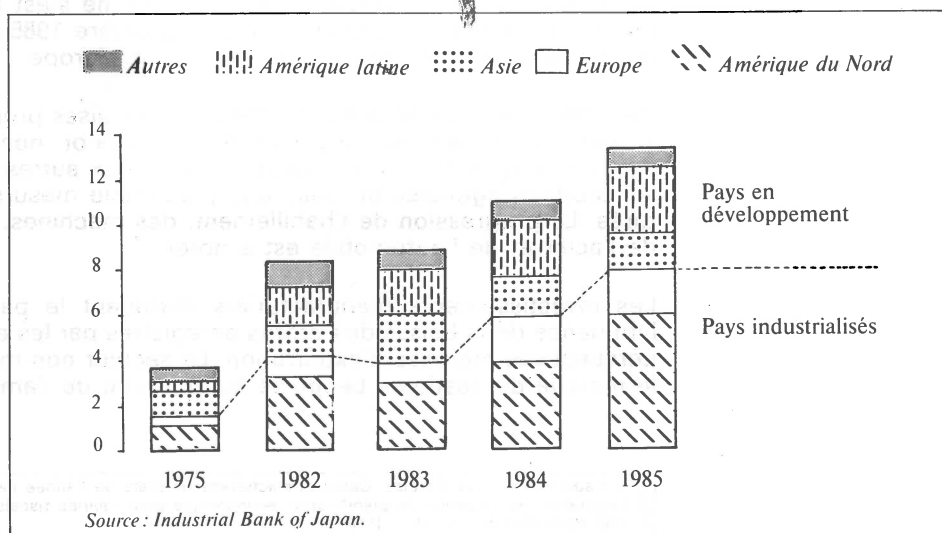
En fait, la hausse du yen n'a fait qu'intensifier un mouvement de recentrage de la croissance de l'extérieur vers l'intérieur, sensible depuis 1984. En effet, les conflits commerciaux grandissants avaient contraint le MITI à appliquer des mesures d'auto-limitation pour une liste de produits de plus en plus longue. Le caractère temporaire de ces mesures encourageait les milieux industriels nippons à continuer de miser sur l'aspect conjoncturel des conflits, la compétitivité des produits restant pour eux l'atout maître dans les échanges internationaux. L'appréciation du yen leur a fait prendre clairement conscience de la fragilité d'une trop forte dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs. Désormais la croissance japonaise doit tirer l'essentiel de son dynamisme de la demande intérieure.

Depuis le premier choc pétrolier, de vigoureuses opérations de restructurations industrielles ont été conduites dans les secteurs de base comme la construction navale, la pétrochimie, l'aluminium, la sidérurgie. Ces dernières années, les entreprises ont multiplié les tentatives de diversification des activités hors de leur secteur. De son côté, le MITI encourageait le développement des technologies de pointe et l'Agence de planification économique redessinait, dès 1981, les nouveaux contours d'une économie japonaise dominée à l'horizon 2000 par les industries de matière grise, où subsisterait un noyau dur industriel générateur de produits à haute valeur ajoutée. Le « choc yen » va permettre d'éliminer plus rapidement les secteurs à faible valeur ajoutée comme l'industrie du cycle, du jouet et peut-être celle du ciment... et faire avancer « à marche forcée » la productivité dans des secteurs tels que la sidérurgie, les machines et l'automobile. Le *Japan Economic Journal* annonce déjà l'augmentation des profits de l'ensemble des entreprises industrielles dans le courant de l'année fiscale 1987, la première depuis trois ans⁽⁶⁾.

Enfin, l'augmentation de la parité japonaise incite les industriels de l'Archipel à étendre leur production à l'étranger, soit pour l'approvisionnement des marchés locaux, soit pour l'importation de composants ou de produits finis au Japon.

L'internationalisation des firmes a été tardive, si bien qu'actuellement 4 % seulement de la production des grandes entreprises japonaises s'effectue à l'étranger contre 12 % environ pour leur homologues américaines ou européennes. Le mouvement d'investissements directs s'est intensifié dès 1984, en particulier en direction des Etats-Unis et de l'Europe dans le but principal de contourner le protectionnisme (graphique).

GRAPHIQUE
Investissements directs
japonais
(en milliards \$)



(6) *Japan Economic Journal*, 7 mars 1987.

Certes le flux des investissements directs demeure intense en direction des Etats-Unis en 1986, pourtant le phénomène le plus remarquable est certainement l'accroissement des opérations japonaises conduites en Asie du Sud-Est, non seulement à destination des Nouveaux Pays Industrialisés (en particulier dans le domaine de l'électronique) mais également vers les pays de l'ASEAN comme la Thaïlande.

3
**Tout en restant
 spécifique,
 le modèle japonais...**

Avec un taux de croissance économique ralenti, une importante augmentation tendancielle du chômage⁽⁷⁾, des secteurs en difficulté tels les mines, la sidérurgie et même l'automobile (baisse des ventes d'environ 30 % en 1986), l'économie japonaise va-t-elle se trouver dans la situation européenne ?

Un examen plus attentif de données macro-économiques montre que l'économie japonaise possède de solides atouts (tableau 2) : le niveau de chômage reste faible comparé à celui des autres pays développés; malgré une reprise de la consommation des ménages, la maîtrise de l'inflation est remarquable; les excédents de balance commerciale et même de balance courante atteignent des records absolus faisant du Japon une grande puissance financière.

TABLEAU 2
**Economie japonaise,
 quelques indicateurs**

	1986 Estimations	1987 Prévisions
Taux de croissance du PNB (%)	3,0 2,2*	3,5 2,5*
Taux de chômage (%)	2,8	2,9
Hausse des prix à la consommation (%)	0,5	1,6
Excédents de la balance commerciale (milliards \$)	94,0	81,0
Excédents de la balance courante (milliards \$)	88,0	77,0

Source : Agence de planification économique.

* Instituts de recherche économique privés japonais : moyenne des résultats publiés.

Toutefois, la plus grande originalité de l'économie japonaise réside dans la rapidité d'adaptation de ses entreprises. Un an et demi après le début de la hausse du yen, d'importants secteurs comme les machines électriques et l'automobile redeviennent compétitifs. Les compagnies rehaussent leurs objectifs d'augmentation de la productivité, ceux-ci peuvent même atteindre 50 à 60 %. De nombreuses industries régionales jouent la carte de la flexibilité de la main d'œuvre : travail à temps partiel, abaissement des rémunérations... et déjà des signes d'améliorations se profilent, provoquant chez les investisseurs étrangers un regain d'intérêt pour les titres nippons. Cette capacité à absorber les chocs risque de faire peser sur le yen des pressions successives à la hausse.

4
**... passe par une phase
 de transition**

Aux critiques de déstabilisation de l'économie mondiale qui leur sont faites, les Japonais répondent, non sans raisons, que les responsabilités sont partagées par leurs partenaires américains et européens. Ils ont néanmoins pris en compte la nécessité d'une adaptation en profondeur. Ils préparent méthodiquement leur avenir en mettant en place des réformes de structures.

Dans ces réformes, la première étape — actuellement en cours — repose sur un ample programme de privatisation des principales entreprises contrôlées par l'Etat (Nippon Telegraph and Telephone, Japan Tobacco Inc, Japan National Railways et Japan Airlines). La privatisation a d'abord pour objet d'améliorer l'efficacité de l'appareil productif, mais elle doit également contribuer à ouvrir le marché intérieur.

La réforme fiscale constitue, quant à elle, une étape importante dans les réformes structurelles, bien que sa portée reste encore limitée. En effet, deux mesures retiennent l'attention. Il s'agit d'une part de l'imposition (à concurrence de 20 %) des revenus sur les petits dépôts d'épargne jusqu'alors exemptés d'impôts; d'autre part de l'introduction d'une « TVA à la japonaise » fixée à 5 % maximum. En fait, la création d'une TVA correspond à la mise en place d'un

(7) Il n'y avait que 1,3 % de chômeurs en 1973 contre 2,8 % en 1986.

système fiscal souple ouvrant au gouvernement la possibilité d'augmenter ses recettes fiscales dans le futur. Cette réforme pourrait néanmoins être remise en cause par les nombreuses manifestations d'opposition.

Enfin, la dernière étape : la réforme foncière, donnerait une forte impulsion au marché intérieur japonais. Elle devra néanmoins attendre un climat politique plus favorable.

A l'horizon 90, les avis des économistes japonais sont nettement divergents.

Pour les uns, « le clan des optimistes », les potentialités du marché intérieur en terme de consommation des ménages, de demande de logements, de dépenses de travaux publics devraient permettre d'assurer une croissance soutenue (4 à 5 % par an) en contenant le chômage à 3 % grâce au dynamisme des services, et ceci même avec un fort fléchissement des exportations. Pour les autres, « le clan des pessimistes », les exportations, bien qu'occupant une part relativement faible du PNB (environ 16 %), jouent un rôle important dans les décisions en matière d'investissements et de salaires. Dans ce dernier scénario, les revenus des ménages devraient stagner et déprimer la demande intérieure, cependant que les contraintes de réduction du déficit budgétaire empêcheraient toute relance audacieuse par les travaux publics. La croissance plafonnerait alors à 2 ou 3 % par an, et le taux de chômage augmenterait pour atteindre 5 à 6 % de la population active.

En revanche, presque tous les économistes japonais envisagent avec optimisme le XXI^e siècle : l'économie japonaise, dotée d'un fort pôle de technologies de pointe, de services très développés et d'une industrie performante, sera renforcée pour faire face à de nouveaux enjeux.

Cette lettre peut être citée librement à condition de mentionner la source.

Vient de paraître

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle du CEPII (*)
N° 29, 1^{er} trimestre 1987, 124 pages

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. (1) 48-42-64-64

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 175 F.

Commande adressée à :
La Documentation française.
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
Jean-Michel Charpin.

CPPP n° 1462 AD.
1^{er} trimestre 1987.
164-Mars 1987.

Imp. Louis-Jean - GAP

Imprimé en France.

EDITORIAL

1987 : une bonne année pour l'Europe ?
(Jean-Michel Charpin)

**COMMERCE
INTERNATIONAL**

L'importation et la production en France
(Bernard Lassudrie-Duchêne, Jean-Claude Berthélémy
et Fernand Bonnefoy)

Avantage comparatif et compétitivité
(Gérard Lafay)

INTERDÉPENDANCES

Deux scénarios de résorption des déséquilibres de
paiements entre pays industrialisés
(Claude Bismut, Elisabeth Kremp et Jean Pisani-Ferry)

**ÉCONOMIE
NATIONALES**

L'économie japonaise face au vieillissement de sa
population
(Jean-Pierre Broclawski)

**A PARTIR
DE CHELEM**

Une nouvelle base de données : la base dette
(Françoise Hyafil)

LU

Agriculture mondiale : la Politique agricole commune en
question
(Anton Brender)

(*) En vente à la Documentation Française.

• Abonnement d'un an (4 numéros) 250,00 F
• Prix du numéro 66,00 F